

L'an 2 de Tshisekedi

Année de l'émancipation ?





Le Groupe d'étude sur le Congo (GEC) est un projet de recherche indépendant à but non lucratif qui s'efforce de comprendre et d'expliquer la violence qui affecte des millions de Congolais. Nous menons des recherches rigoureuses sur différents aspects du conflit qui sévit en République démocratique du Congo. Toutes nos recherches s'appuient sur une profonde connaissance historique et sociale du problème en question. Nos bureaux se trouvent au Centre de coopération internationale de l'Université de New York.

L'ensemble de nos publications, blogs et podcasts sont disponibles sur les sites suivants :
www.congoresearchgroup.org.

Fondation Berci : créé en 1990, le Bureau d'études, de recherche et de consulting international (Berci) est une société à responsabilité limitée dédiée à la mise en œuvre des projets de recherche et d'évaluation pour améliorer la prise de décisions fondées sur des données factuelles en RDC. Premier Institut de sondage congolais, les activités de recherche de Berci sont centrées sur des thématiques liées au développement, à la bonne gouvernance, au renforcement de l'État et à la consolidation de la paix.



Le 13 décembre 2019, [...] j'avais annoncé que l'an 2020 serait l'année de l'action, durant laquelle tout devait être mis en œuvre pour rendre irréversible notre lancée vers le progrès et l'émergence. Ma détermination était renforcée par l'expérience réussie de l'alternance pacifique au sommet de l'État, événement majeur qui tranchait avec le passé tumultueux de notre pays depuis son indépendance.

Dans cette optique, j'avais pris devant notre peuple l'engagement d'opérer des réformes courageuses et ambitieuses qu'impose la reconstruction de notre pays.

Mais, je savais que le seul vouloir n'allait pas suffire. Qu'il fallait établir un cadre politique et institutionnel qui soit propice à leur mise en œuvre.

Félix Antoine Tshisekedi Tshilombo
Discours sur l'état de la nation, le 14 décembre 2020, devant les deux chambres du Parlement réunies en Congrès.



Table des matières

Résumé.....	5
Introduction.....	6
Contexte de l'étude : un optimisme prudent.....	6
Fin de la coalition FCC-Cach et distribution des cartes.....	9
Prochaines échéances électorales.....	10
Action la plus appréciée : gratuité de l'enseignement de base.....	11
Action la moins appréciée : gestion du Covid-19.....	12
Perception des leaders politiques.....	13
Perception du président Tshisekedi.....	16
Évaluation du gouvernement.....	18
Situation sécuritaire.....	18
Diplomatie et relations internationales.....	19
Réforme de la justice.....	20
Conclusion.....	22
Note méthodologique.....	23
Références.....	24



Résumé

Le paysage politique de la République démocratique du Congo (RDC) est en train de vivre des changements spectaculaires. À la suite d'élections controversées en décembre 2018, le pays a connu sa première passation pacifique du pouvoir exécutif depuis les années 1960. Proclamé vainqueur de la présidentielle, Félix Tshisekedi conclut une alliance avec son prédécesseur, Joseph Kabila, qui a conservé une mainmise sur le gouvernement, le Parlement, les services de défense et de sécurité, voire l'administration publique. Le nouveau chef de l'État dispose de marges de manœuvre bien réduites.

La donne change radicalement au cours de l'année 2020. Au mois de décembre, Tshisekedi inverse les rapports de force, rompt l'alliance avec Kabila et parvient à contrôler l'Assemblée nationale, le Sénat et la plupart des assemblées provinciales. Quatre mois plus tard, un nouveau gouvernement est investi. Il est essentiellement composé de membres de l'Union sacrée de la nation (USN), nouvelle coalition au pouvoir initiée par le président de la République.

Ce sondage tente de comprendre comment la population perçoit ces changements et les progrès réalisés, ou non, par le gouvernement pour répondre à ses besoins. Le pays reste en proie à la violence armée dans l'Est, tandis qu'une grande majorité des Congolais est confrontée à une pauvreté extrême et à un appareil d'État prédateur.

Pour ce sondage, 1 724 personnes ont été interrogées par téléphone dans 25 des 26 provinces entre le 14 et le 20 mars 2021. Ce sondage a donc été réalisé avant la proclamation de l'état de siège dans le Nord-Kivu et l'Ituri, mais aussi avant l'émergence du débat public sur le verrouillage de l'accès au sommet de l'État et la controverse autour de l'adoption de la proposition de loi organique sur la Commission électorale nationale indépendante (Ceni).

Quatre-vingt pour cent des personnes interrogées accueillent avec enthousiasme la décision de Tshisekedi de rompre sa coalition avec Kabila. La promesse de rendre l'enseignement primaire gratuit constitue la mesure la plus populaire du nouveau président, même si beaucoup ne sont pas totalement satisfaits de sa mise en œuvre. Tout ceci explique la cote de popularité relativement élevée de Félix Tshisekedi : 61 % des personnes interrogées sont satisfaites des performances du chef de l'État et 52 % estiment que le pays va dans la bonne direction. Ces scores encourageants sont surtout visibles à Kinshasa, dans l'espace kasaïen et dans la province du Katanga, au-

jourd'hui démembrée.

La popularité apparente de Tshisekedi contraste avec les frustrations persistantes des Congolais. Les personnes interrogées se montrent critiques à l'égard de la réponse du gouvernement en matière d'insécurité : 58 % d'entre elles considèrent que Félix Tshisekedi n'a pas tenu sa promesse de campagne de pacifier l'Est, mais 57 % des répondants, essentiellement dans les provinces de l'ouest du pays, soutiennent que les forces de défense et de sécurité sont moins abusives sous l'actuel président.

Majoritairement (64 %) mécontentes du couvre-feu instauré, les personnes interrogées, surtout dans les provinces issues du Bandundu, dans le Kivu et au Kongo Central, n'ont pas plébiscité la stratégie de riposte du gouvernement face à la pandémie de coronavirus. Au moins [32 parlementaires sont morts depuis le début de la pandémie](#), mais cela n'a pas eu d'incidence sur le scepticisme des Congolais face à ce virus. D'autant que peu de personnes interrogées affirment ne pas connaître des personnes infectées dans leur entourage. Il n'est pas surprenant que 74 % d'entre elles déclarent qu'elles ne se feraient pas vacciner. En conséquence, les autorités sanitaires ont dû [réaffecter 75 % de 1,7 million de vaccins AstraZeneca](#) fournis au Congo en raison d'un manque de capacité et d'intérêt pour le vaccin.



Introduction

Investi le 24 janvier 2019, à l'issue d'un processus électoral controversé, Félix Tshisekedi totalise aujourd'hui un peu plus de deux ans au pouvoir. Au début de son mandat, le cinquième président de la République démocratique du Congo (RDC) forme un gouvernement de coalition avec Joseph Kabila, son prédécesseur. Ce dernier s'arrange alors pour conserver le contrôle du Parlement, des assemblées provinciales, des exécutifs provinciaux, voire des entreprises étatiques. Il en est de même de l'administration publique, la banque centrale, l'armée, la police, ainsi que l'appareil judiciaire.

Depuis décembre 2020, les rapports de force au sein de la coalition formée entre le Front commun pour le Congo (FCC) de Kabila et le Cap pour le changement de Tshisekedi (Cach) s'inversent en faveur du chef de l'État. Ce dernier se forge une majorité confortable aussi bien au sein de l'Assemblée nationale que du Sénat. Les deux bureaux du Parlement, dirigés par les proches de Kabila, sont démis. Le gouvernement FCC-Cach ne résiste pas non plus à la motion de défiance introduite contre lui. Le Premier ministre Sylvestre Ilunkamba Ilunga est contraint de démissionner. L'on voit émerger une nouvelle coalition, dénommée Union sacrée de la nation et regroupant, autour de Félix Tshisekedi, aussi bien quelques-uns des principaux opposants, y compris Moïse Katumbi et Jean-Pierre Bemba, que des anciens cadres du FCC.

Deux autres sondages avaient déjà été réalisés à la suite de l'investiture du président Tshisekedi. Le premier, publié en juin 2019 par le Groupe d'étude sur le Congo (GEC) et le Bureau d'études, de recherches et de consulting international (Berci) et consacré aux 100 premiers jours de Félix Tshisekedi au pouvoir¹, mettait déjà en évidence le désir de rupture avec l'ancien régime. Selon les résultats de ce sondage, la cote de popularité du nouveau président dépendait de sa capacité à prendre ses distances avec son prédécesseur et de ses efforts pour « déboulonner² » le système Kabila. À l'époque, des répondants insistaient également sur l'effectivité de la lutte contre l'impunité qui impliquerait, selon eux, l'ouverture des procédures judiciaires contre Kabila et ses ministres³.

Cette tendance s'était confirmée dans le deuxième sondage se rapportant sur l'an un de Tshisekedi au pouvoir. Des personnes interrogées à l'époque indiquaient en effet que l'avenir du successeur de Kabila passerait par la mise en place d'un consensus le plus large possible autour du lui⁴. D'ailleurs, cette étude, publiée au mois de février 2020, avait soutenu que si Tshisekedi ne parvenait pas à rassembler autour de son projet et de sa vision poli-

tiques, sa cote de confiance auprès de la population, surtout des jeunes en quête du mieux vivre, allait connaître le même sort que celles de ses prédécesseurs depuis Mobutu Sese Seko. Plus d'une année plus tard, qu'en est-il réellement ? Cette nouvelle enquête d'opinion livre quelques éléments de réponse.

Contexte de l'étude : un optimisme prudent

Le 6 décembre 2020 marque un tournant décisif du quinquennat du président Tshisekedi. Ce soir-là, le président Tshisekedi prononce le discours dit de rupture, annonçant la fin de la coalition FCC-Cach et la mise en place de l'Union sacrée de la nation (USN). La décision intervient après une série de tensions politiques avec son allié de l'époque Kabila et des consultations que le chef de l'État a entamées avec des acteurs de la classe politique et de la société civile.

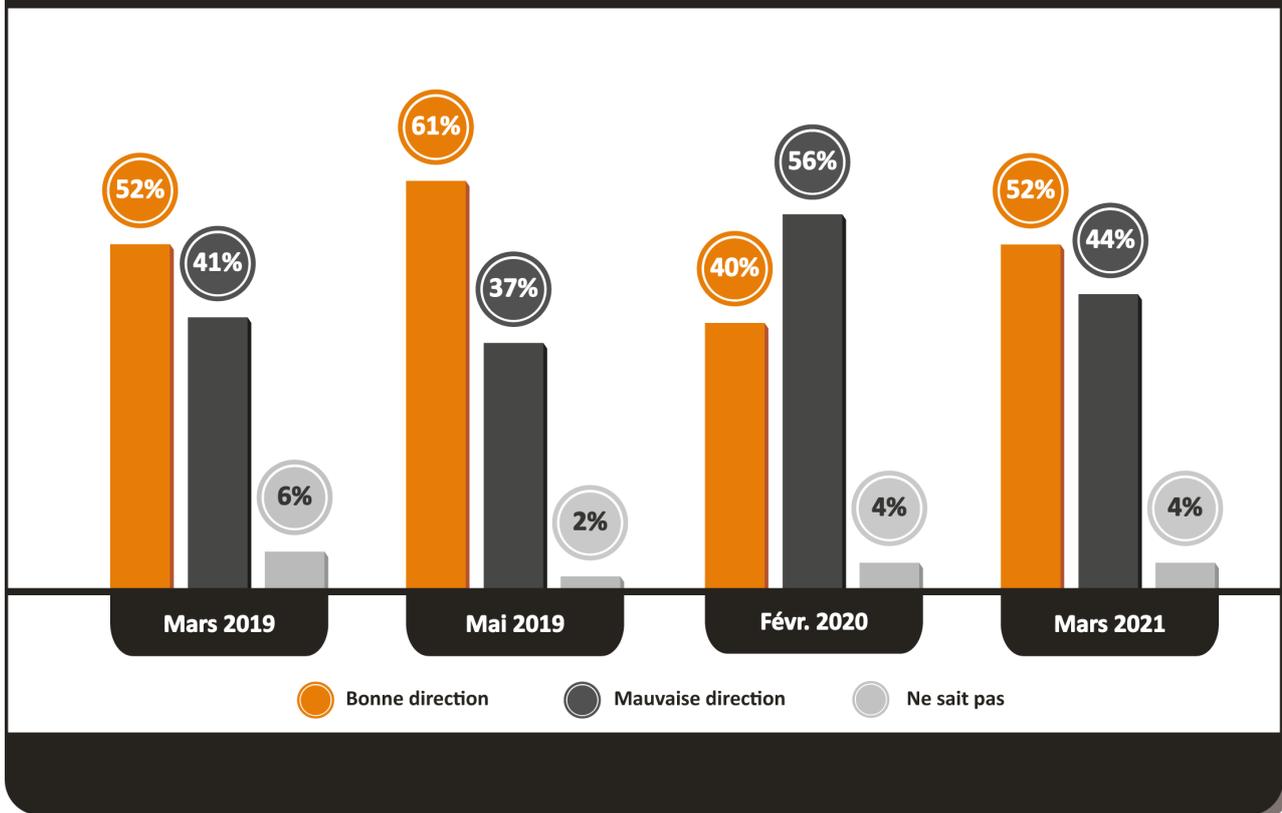
Rompre avec Kabila ouvre une nouvelle page du mandat de Tshisekedi et permet probablement d'insuffler une dose d'espoir au sein de la population, comme le montrent les résultats du sondage sur le bilan de l'an 2 du président de la République.

- 52 % des personnes interrogées estiment que, dans l'ensemble, les choses vont dans la bonne direction : c'est une hausse de 12 points par rapport aux résultats de février 2020, mais une stagnation si l'on se réfère à ceux de mars 2019 ;
- 32 % des répondants pensent qu'il y aura dans les deux ou trois mois à venir beaucoup de conflits sociaux, contre 51 % en février 2020, soit 19 points de moins.

Cet élan d'espoir à court terme contraste cependant avec la forte érosion de l'optimisme à long terme des personnes interrogées. Si elles étaient 71 % à se déclarer « tout à fait optimistes » sur leur avenir personnel en février 2020⁵, elles ne sont plus que 25 % en mars 2021, soit une chute vertigineuse de 66 points. Et seuls 17 % des Congolais interrogés se disent « très confiants » quant à la situation générale du Congo dans les années à venir, contre 46 % en février 2020, soit une baisse de 29 points en un an. Ce sentiment pourrait être dû à la dissipation de l'euphorie qui a suivi les élections de 2018.



Dans l'ensemble, les choses dans notre pays vont-elles généralement dans la bonne direction, ou vont-elles dans la mauvaise direction ?





Questions	Réponses	Février 2020	Mars 2021
Pensez-vous que le destin du Congo est déterminé par ?	Les Congolais eux-mêmes	61%	58%
	Les puissances occidentales	18%	15%
	Dieu	20%	26%
	Autres	1%	2%
Dans les deux ou trois mois à venir, pensez-vous qu'il y aura beaucoup ou pas de conflits sociaux ?	Beaucoup de conflits sociaux	51%	32%
	Peu de conflits sociaux	35%	33%
	Pas de conflits sociaux du tout	14%	23%
	Sans opinion (ne sait pas)	0,3%	13%
À votre avis, dans les deux ou trois mois à venir, est-ce que les principaux problèmes qui vont se poser en RDC pourront être résolus par la négociation et le compromis ou est-ce qu'ils risquent d'entraîner le recours aux affrontements et à la violence ?	Négociation et compromis	74%	62%
	Affrontements et violence	23%	28%
	Pas de conflits sociaux du tout	6%	5%
En ce qui concerne votre avenir personnel, êtes-vous tout à fait optimiste, plutôt optimiste ou tout à fait pessimiste ?	Tout à fait optimiste	71%	25%
	Plutôt optimiste	23%	46%
	Plutôt pessimiste	6%	16%
	Tout à fait pessimiste	0,4%	9%
	Sans opinion (ne sait pas)	0%	5%
Quand vous pensez à la situation générale au Congo dans les années à venir, êtes-vous ?	Très confiant	46%	17%
	Plutôt confiant	51%	39%
	Plutôt inquiet	4%	23%
	Très inquiet	0,3%	16%
	Sans opinion (ne sait pas)	0%	4%

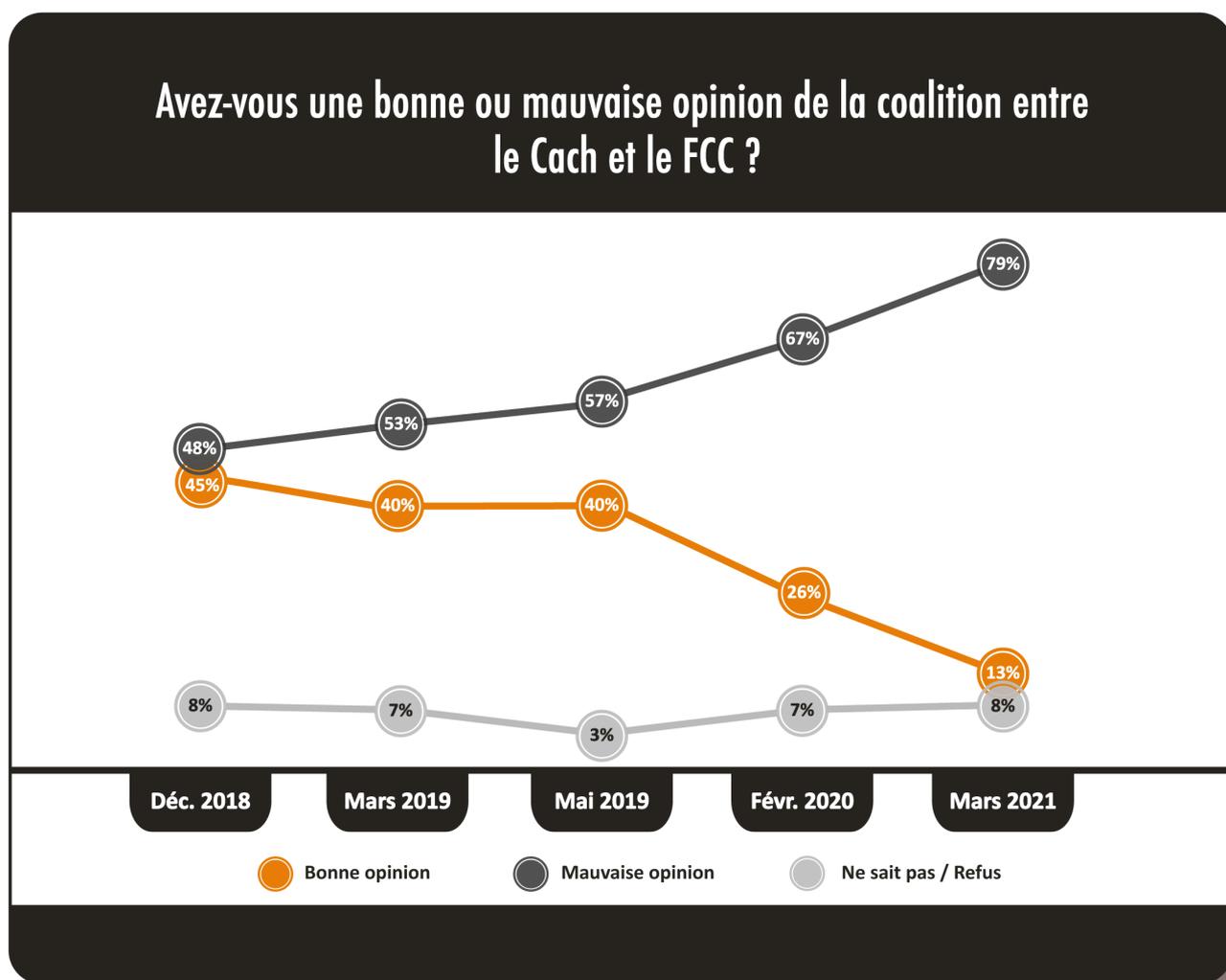


Fin de la coalition FCC-Cach et distribution des cartes

Treize jours après avoir annoncé la fin de la coalition, le président Tshisekedi s'adresse de nouveau aux Congolais le 14 décembre 2020. Au cours de ce discours sur l'état de la nation, le chef de l'État revient, entre autres, sur les raisons ayant justifié, selon lui, la rupture avec Kabila. « La réalité des faits est que, malgré les efforts que j'ai déployés, les sacrifices que j'ai consentis et les humiliations que j'ai tolérées, cela n'a pas suffi à faire fonctionner harmonieusement cette coalition », indique-t-il, soulignant que cette situation ne rendait pas « possible le fonctionnement normal des institutions » ni la mise en œuvre « des changements souhaités par la population »⁶.

Comme l'indique le graphique ci-dessous, la plupart des Congolais n'ont jamais eu une bonne opinion du FCC-Cach. Ils étaient 53 % en mars 2019 et près 70 % en février 2020 à avoir une mauvaise opinion de cette coalition politique mise en place à l'issue des élections de 2018. Ils sont désormais 79 % en mars 2021. Une impopularité qui a crû de 26 points depuis les 100 jours de Tshisekedi au pouvoir. Il n'est donc pas surprenant que la majorité des personnes interrogées se montre favorable à la décision du président de la République de mettre fin à la coalition : 41 % la qualifient de très bonne décision et 39 % de bonne décision.

Une majorité de personnes interrogées (54 %) estime par ailleurs que l'alternance pacifique au sommet de l'État n'a pas apporté quelque chose de « positif » dans leur vie. Et 61 % se disent favorables à la mise en place de l'Union sacrée de la nation pour la mise en œuvre du programme du président.





La fin de la coalition FCC-Cach rabat également les cartes de l'opinion que l'on se fait des partis et organisations politiques en RDC. Avec 53 % chacun, l'Union sacrée de la nation, initiée par le président Tshisekedi⁷, et l'Ensemble pour la République, parti de Moïse Katumbi, se placent en tête des formations politiques desquelles la majorité des Congolais possède une bonne opinion. Suivent notamment l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS) de Tshisekedi (48 %), Écidé de Martin Fayulu qui revendique toujours sa victoire au scrutin présidentiel de 2018 (44 %), le Mouvement de libération du Congo (MLC) de Jean-Pierre Bemba (42 %) et de l'Alliance des forces démocratiques du Congo (AFDC) de Modeste Bahati (40 %).

Prochaines échéances électorales

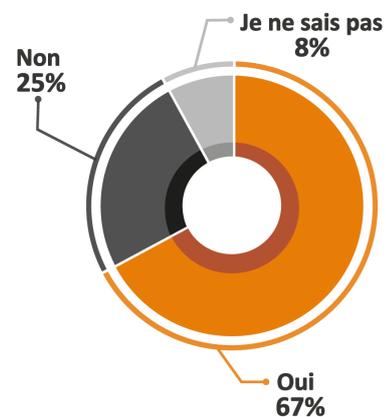
Les élections de 2018 ont été extrêmement controversées. À titre indicatif, environ la moitié des Congolais sondés au mois de juin 2019⁸ estimaient que ces scrutins avaient été truqués mais qu'ils en acceptaient toutefois les résultats. La majorité des répondants (56 %) ne faisait pas confiance à la Commission électorale nationale indépendante (Ceni). Paradoxalement, en mars 2021, 62 % des personnes interrogées se disent satisfaites de la façon dont la démocratie fonctionne dans le pays.

En fait, la population demeure engagée dans le processus politique et attend avec impatience les prochaines élections : 67 % des répondants affirment aujourd'hui qu'ils iront voter alors que le taux de participation était de 47 % lors des élections de 2018. Et 71 % d'entre eux déclarent être affiliés à un parti politique, dont 27 % à l'UDPS de Félix Tshisekedi.

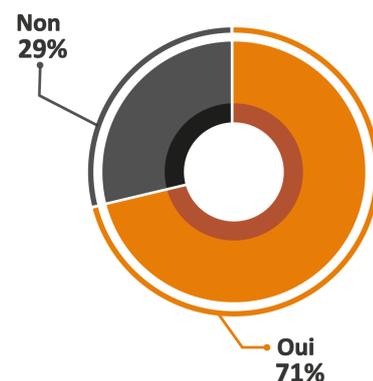
Les prochains scrutins sont prévus pour 2023. Ils devraient être précédés par une série de réformes électorales. L'Assemblée nationale et le Sénat ont respectivement adopté les 4 et 11 juin la proposition de loi organique modifiant et complétant la loi sur la Ceni. Une commission électorale dont la totalité ou la plupart des membres actuels sont corrompus, selon 64 % des personnes interrogées. Et 38 % des répondants ne font pas confiance à cet organe de gestion électorale en RDC.

Parmi les réformes électorales attendues : celles portant sur la révision de la Constitution et la modification de la loi électorale pour rétablir notamment le scrutin présidentiel à deux tours. Le président Tshisekedi dit y être favorable. Il en est de même pour 65 % des personnes interrogées.

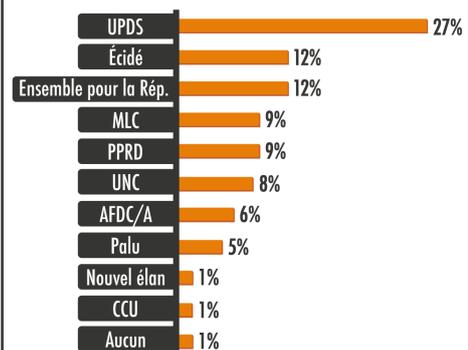
Si l'élection présidentielle avait lieu dimanche prochain, irez-vous voter ?



Êtes-vous affilié à un parti politique ?



Quel est le nom du parti politique dont vous êtes membre ?





Une pétition de révision constitutionnelle dans ce sens a été déposée le 19 août 2019 par trois députés du parti Envol : Delly Sesanga, Jean-Marc Mambindi et Simon Muhlamba⁹. Le 17 septembre 2020, dix députés¹⁰ ont déposé la proposition de loi modifiant et complétant l'actuelle loi électorale.

Inscrites au calendrier de la session ordinaire de mars, ces deux initiatives n'ont pas été soumises au débat général à l'Assemblée nationale, au moment où nous publions ce rapport. Le 15 mars pourtant, Christophe Mbose N'Kodia, président de la chambre basse du Parlement, faisait savoir aux députés nationaux que cette session de mars « ne sera pas de tout repos » et que celle-ci se penchera « prioritairement » sur « les réformes dans le domaine de la gouvernance électorale », précisant que « certaines options de réforme envisagées dans la proposition de loi électorale impliquent nécessairement la révision de certaines dispositions constitutionnelles dont la procédure impose suffisamment de temps »¹¹.

Action la plus appréciée : gratuité de l'enseignement de base

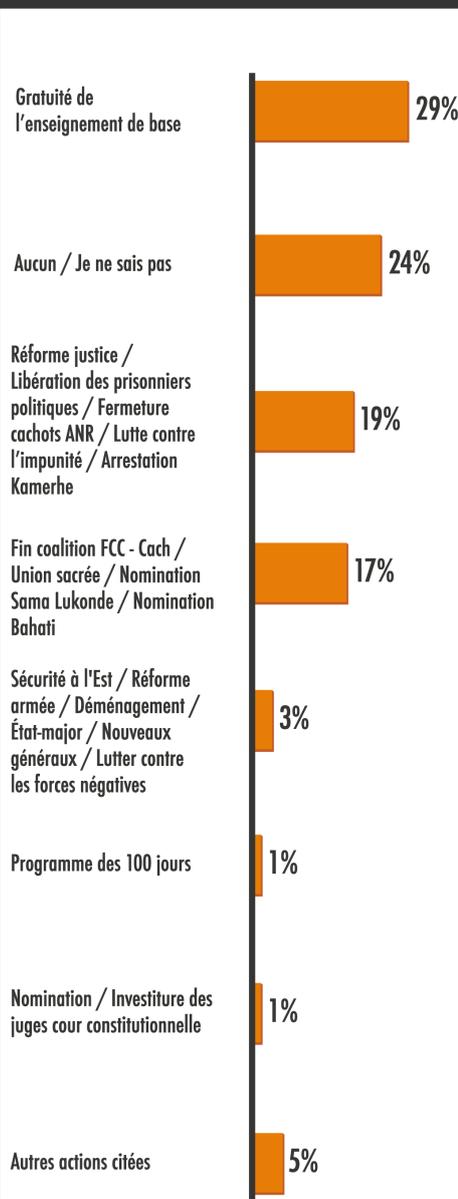
Pour le président Tshisekedi, la décision de mettre en œuvre la gratuité de l'enseignement de base, conformément aux dispositions de la Constitution, « a permis à plus de quatre millions d'enfants d'intégrer ou de réintégrer le système éducatif en allant à l'école et de réduire de manière substantielle les charges des parents pour l'éducation de leurs enfants »¹². La mesure consiste en la prise en charge par l'État de tous les frais de scolarité payés par les parents.

À l'instar des résultats du sondage de février 2020, ceux de mars 2021 indiquent que la gratuité de l'enseignement de base constitue la décision la plus populaire prise par Tshisekedi depuis son arrivée au pouvoir. Même si, une année plus tard, cette décision perd près de 10 points sur l'échelle des actions du chef de l'État les plus appréciées par les Congolais. Ils étaient 38 % des répondants à la plébisciter au mois de février 2020, ils ne sont désormais, au mois de mars 2021, que 29 %.

Cependant, la mise en œuvre de la gratuité de l'enseignement de base ne convainc pas. Selon les résultats du sondage de mars 2021, 67 % des répondants sont peu ou pas du tout satisfaits de la manière dont cette mesure est appliquée. Les avis sur l'impact de la gratuité de l'enseignement de base sur la qualité de vie des enseignants

sont également mitigés : 35 % des personnes interrogées y voient un impact positif, contre 34 % qui y décèlent plutôt un impact négatif et 29 % qui n'y voient pas d'impact. Il en est de même de la qualité de l'enseignement primaire : 38 % des répondants ont un avis positif, 38 % ont un avis négatif et 25 % n'y voient aucune incidence. Une large majorité (75 %) reste cependant très favorable à la poursuite de la mise en œuvre de la gratuité de l'enseignement de base.

Quelle est, d'après vous,, la meilleure décision ou action prise par Félix Tshisekedi depuis son accession à la magistrature suprême du pays ? (Mars 2021)





Action la moins appréciée : gestion du Covid-19

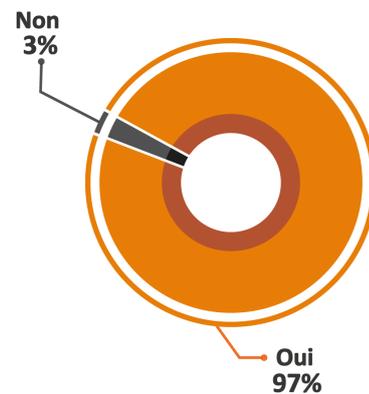
Le premier cas confirmé de Covid-19 remonte au 10 mars 2020. Ce jour-là, l'annonce officielle par Eteni Longondo, alors ministre de la Santé, est déroutante : confusion et informations inexactes. Ce qui suscite rapidement des mécontentements parmi les Congolais qui s'interrogent sur la capacité du gouvernement à mettre en place un plan de réponse efficace face à la pandémie. Aujourd'hui, selon le rapport du comité multisectoriel de la riposte contre la pandémie de Covid-19 en RDC, daté du 20 juin, le cumul des cas est de 39 926, parmi lesquels on compte 880 décès et 27 964 personnes guéries.

Décidé par le chef de l'État, l'état d'urgence sanitaire de 30 jours est entré en vigueur le 24 mars 2020. Sous l'autorité du président Tshisekedi, une cellule de riposte contre le Covid-19 se met également en place.

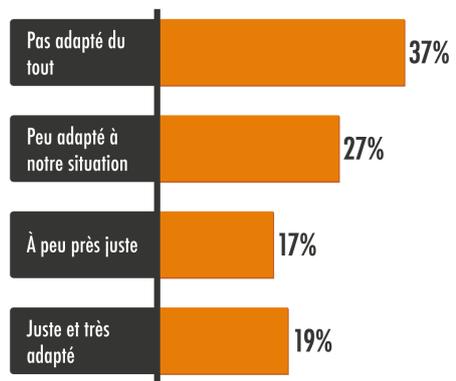
Pour faire face à la deuxième vague de la pandémie en décembre 2020, un couvre-feu est instauré de 21 heures à 5 heures du matin, avec la possibilité pour la police nationale d'incarcérer les contrevenants jusqu'à 5 heures du matin, sans amende, sur toute l'étendue du pays. Le couvre-feu est levé le 14 avril 2021 dans les provinces à faible circulation du virus. Il est en revanche maintenu dans les provinces où la courbe épidémique demeure ascendante, la capitale Kinshasa comprise, mais désormais entre 22 heures et 4 heures du matin. Cette mesure a été maintenue mi-juin après l'annonce par le gouvernement d'une troisième vague de contaminations au coronavirus. Mais ces décisions demeurent impopulaires: 64 % des répondants considèrent par exemple que le couvre-feu de 21 heures à 5 heures du matin est peu ou pas du tout adapté.

Le 2 mars 2021, la RDC reçoit 1,7 million de doses du vaccin AstraZeneca contre le Covid-19 par l'intermédiaire de Covax, coalition mondiale qui a pour mission de fournir des vaccins aux pays les plus défavorisés. Une campagne de vaccination est lancée le 19 avril. Sans convaincre la population. Seulement 20 % des répondants ont l'intention de se faire vacciner contre le coronavirus, 74 % indiquent qu'ils ne se feront pas vacciner et 6 % sont indécis. Incapable de distribuer les vaccins à temps, la RDC a dû rendre 1,3 million de doses, expédiées vers d'autres pays¹³.

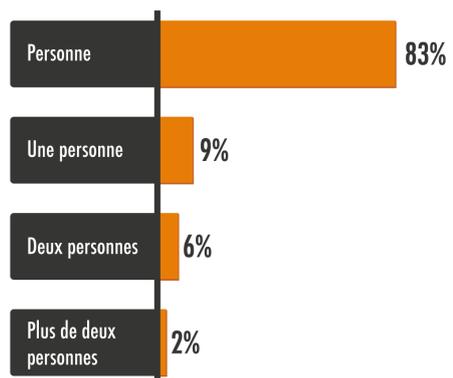
Avez-vous entendu parler de la maladie de coronavirus, appelée communément Covid-19 ?



En général, que pensez-vous du couvre-feu de 21 h à 5 h du matin instauré par le gouvernement pour réduire la propagation du Covid-19 dans les provinces affectées ?



Combien de personnes connaissez-vous personnellement qui ont été infectées par le Covid-19 ?



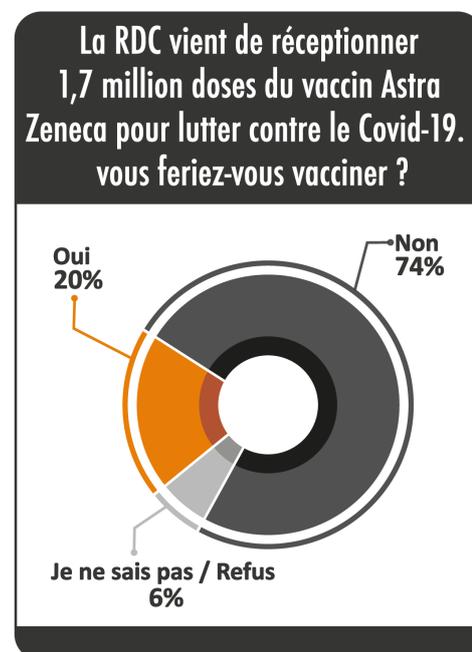
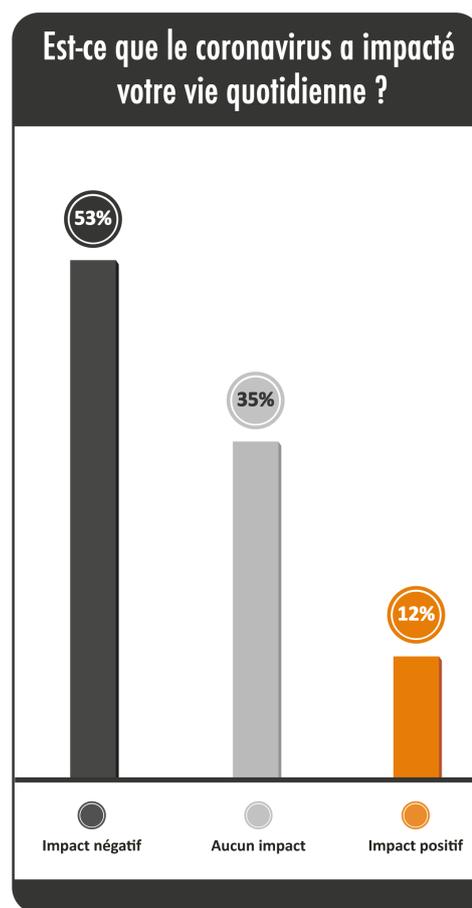


Quoique la quasi-totalité des répondants affirment avoir déjà entendu parler du Covid-19, la grande majorité d'entre eux (83 %) ne connaissent personne qui a été infecté par le virus. Seuls 17 % connaissent au moins une personne qui ait été atteinte par le Covid-19. La majorité (53 %) estime par ailleurs que le coronavirus a impacté négativement leur vie quotidienne. Relevons tout de même que 12 % des personnes interrogées estiment que le Covid-19 a eu un impact positif sur leur vie quotidienne et 35 % disent n'avoir perçu aucun impact.

Perception des leaders politiques

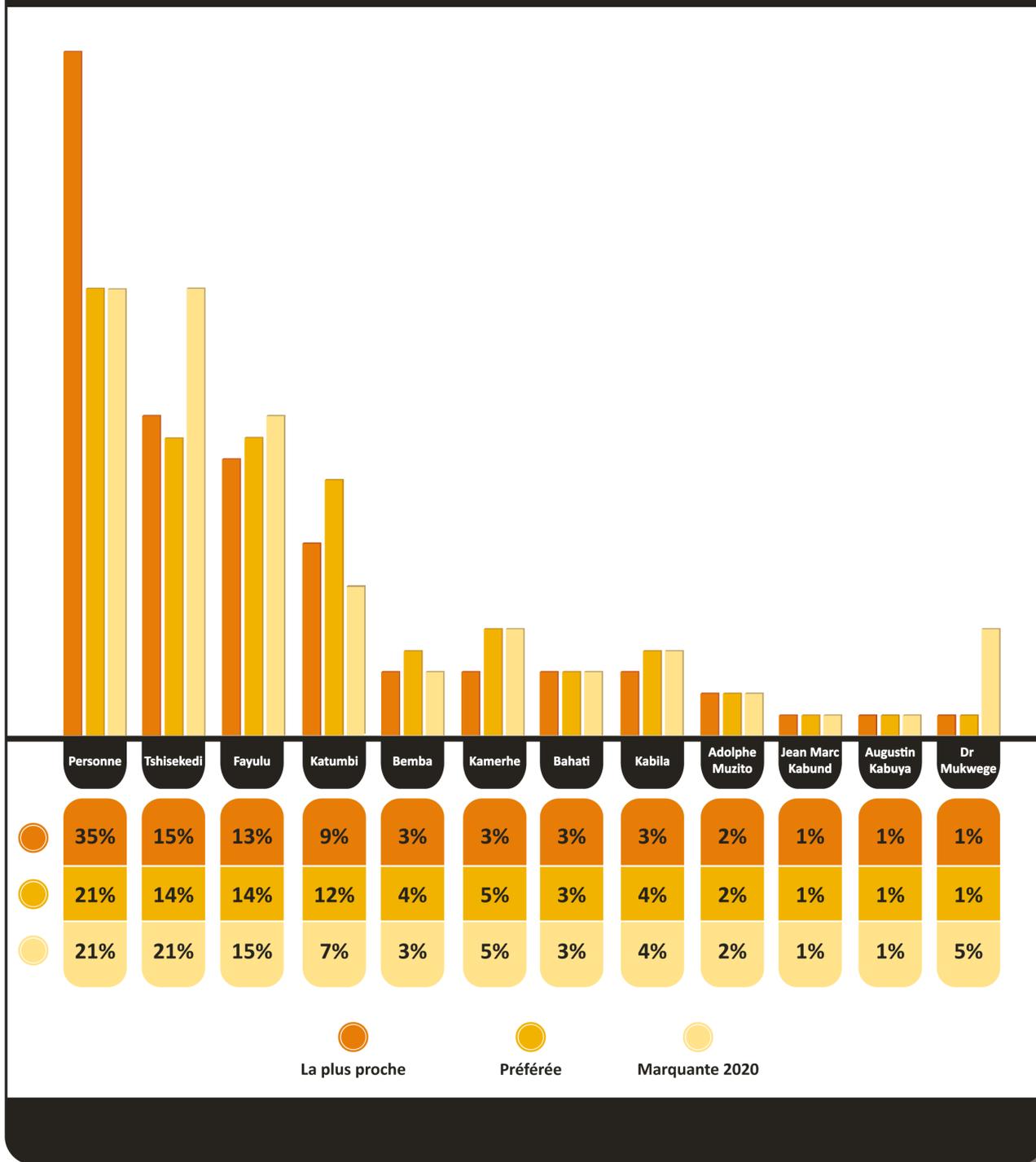
En une année, presque toutes les personnalités politiques ont vu leur cote de confiance régresser en RDC. S'il était le politique le plus proche des Congolais au mois de février 2020 (25 %), la cote de confiance de Martin Fayulu chute à 13 % au mois de mars 2021. De 12 à 9 % Moïse Katumbi, lui aussi, recule. Avec ses 15 % contre 21 % en 2020, Félix Tshisekedi prend la tête de ce classement.

Le chef de l'État peut également se féliciter d'être la personnalité politique préférée des Congolais (14 %) - à égalité avec Martin Fayulu - et la personne qui les a le plus marquée en 2020 (21 %). Aussi, l'appréciation de ces leaders politiques, voire du gouvernement, varie-t-elle énormément suivant les provinces du pays. Félix Tshisekedi est très populaire dans l'espace kasaïen, Martin Fayulu dans ce qui constituait le Bandundu, Moïse Katumbi se trouve en tête dans les provinces issues de l'ex-Katanga, sauf dans le Tanganyika. Aucun politique n'est cependant plébiscité de manière claire au Nord-Kivu et au Sud-Kivu.





Personnalité politique congolaise la plus proche, préférée et la plus marquante en 2020





Au mois de février 2020, Moïse Katumbi était la personnalité politique la plus populaire avec 75 % de bonnes opinions. Cette performance résultait notamment de l'engouement généré par la campagne électorale de Martin Fayulu que Moïse Katumbi avait soutenue. Derrière l'ancien gouverneur du Katanga, l'on retrouvait Martin Fayulu (69 %) et Jean-Pierre Bemba (63 %). Une année plus tard, la donne change : près de sept Congolais interrogés sur 10 ont une bonne opinion de Jean-Michel Sama Lukonde Kyenge, nommé Premier ministre à la mi-février

après la rupture entre Félix Tshisekedi et Joseph Kabila.

Malgré une baisse de 14 points en une année, Katumbi (61 %) se place en deuxième position des bonnes opinions. Il est suivi de Tshisekedi (54 %) et, surtout, d'Ève Bazaiba (51 %), nommée vice-Premier ministre et ministre de l'Environnement et du Développement durable, qui devance désormais Jean-Pierre Bemba (49 %), leader de son parti.

Perception des personnalités politiques et de la société civile (% bonnes opinions)

Personnalités	Mars 2021	Février 2020	Évolution
Dr. Denis Mukwege	78%	-	-
Cardinal Fridolin Ambongo	67%	83%	-16%
Sama Lukonde Kyenge	66%	-	-
Moïse Katumbi	61%	75%	-14%
Ève Bazaiba	51%	-	-
Jean-Pierre Bemba	49%	63%	-14%
Modeste Bahati Lukwebo	47%	40%	7%
Martin Fayulu	46%	69%	-23%
Jean-Marc Kabund	42%	-	-
Augustin Kabuya	41%	-	-
Jean-Christophe Mboso N'kodia	35%	-	-
Adolphe Muzito	34%	59%	-25%
Vital Kamerhe	28%	43%	-15%
Sami Badibanga	28%	-	-
Jean Bamanisa	28%	-	-
Gentiny Ngobila	21%	-	-
Joseph Kabila	15%	28%	-13%
Alexis Thambwe Mwamba	10%	23%	-13%
Jeanine Mabunda	10%	36%	-26%
Sylvestre Ilunga Ilunkamba	9%	31%	-22%



Suivi des bonnes opinions des ténors politiques

Moïse Katumbi



Jean-Pierre Bemba



Martin Fayulu



Adolphe Muzito



Vital Kamerhe



Joseph Kabila

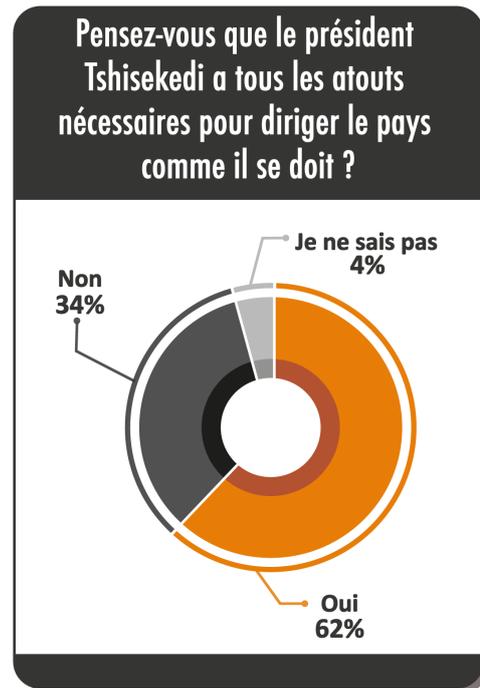




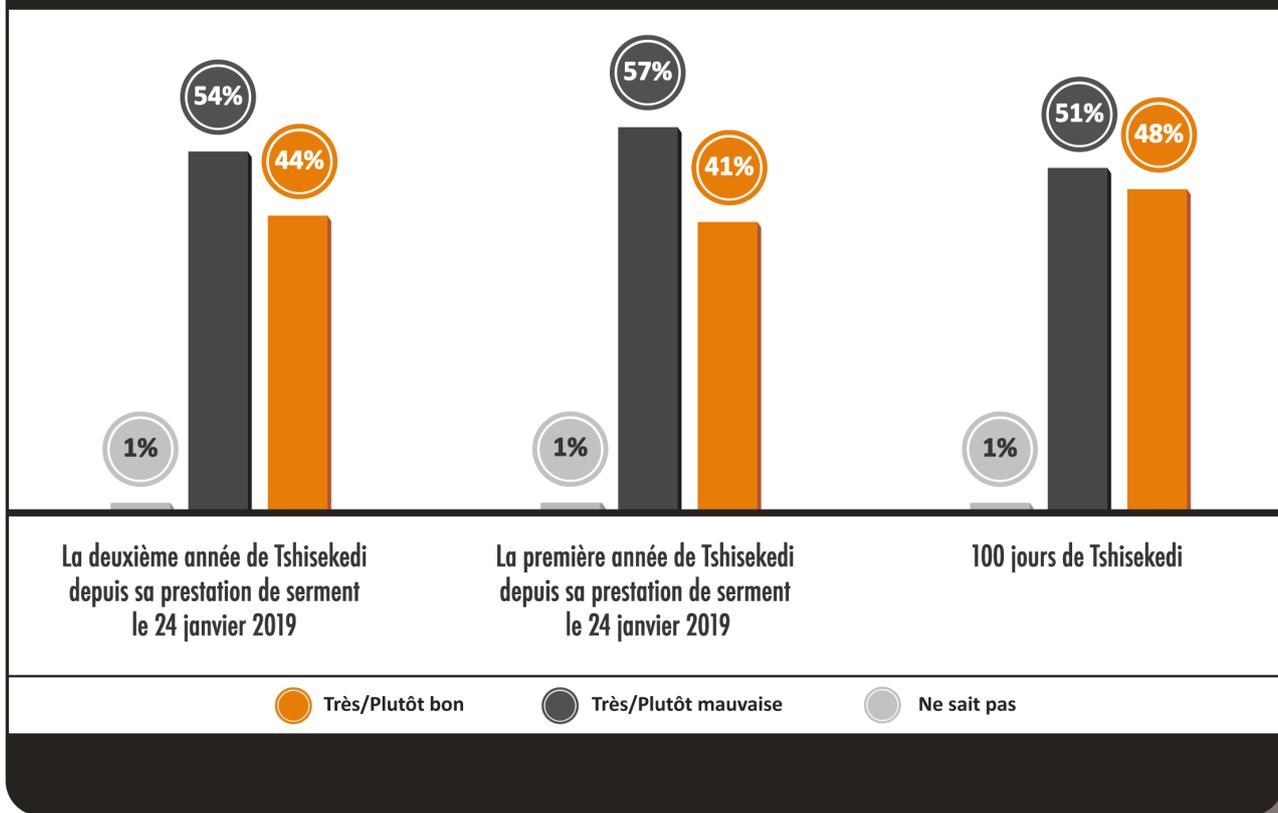
Perception du président Tshisekedi

Il se dégage aujourd'hui un changement dans la manière dont les Congolais perçoivent le président de la République. Les événements politiques de 2020, caractérisés par la conquête par Félix Tshisekedi du contrôle des institutions politiques du pays semble avoir amélioré, au regard de la population, sa stature présidentielle.

En mars 2021, 62 % des personnes interrogées estiment que Félix Tshisekedi dispose de tous les atouts nécessaires pour diriger la RDC comme il se doit, contre 50 % au mois de février 2020. Une cote florissante qui confirme aujourd'hui l'insuffisance d'adhésion populaire, dès le départ, à la coalition mise en place entre Joseph Kabila et Félix Tshisekedi à l'issue des élections de 2018. D'ailleurs, 61 % des répondants soutiennent aussi que le chef de l'État exerce très bien ou bien son rôle de garant du bon fonctionnement des institutions de la République.

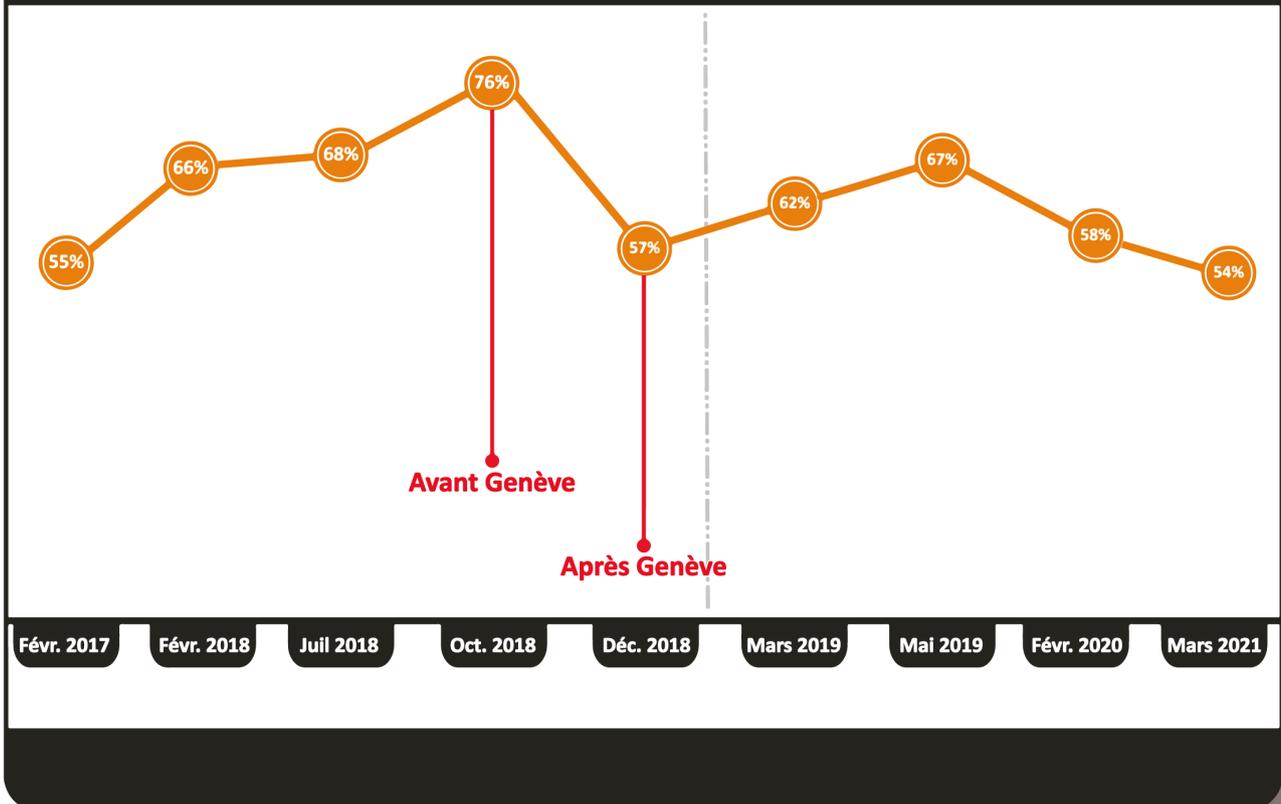


D'une façon générale, comment jugez-vous le bilan de....?





Perception de Félix Tshisekedi depuis février 2017 (bonnes opinions seulement)



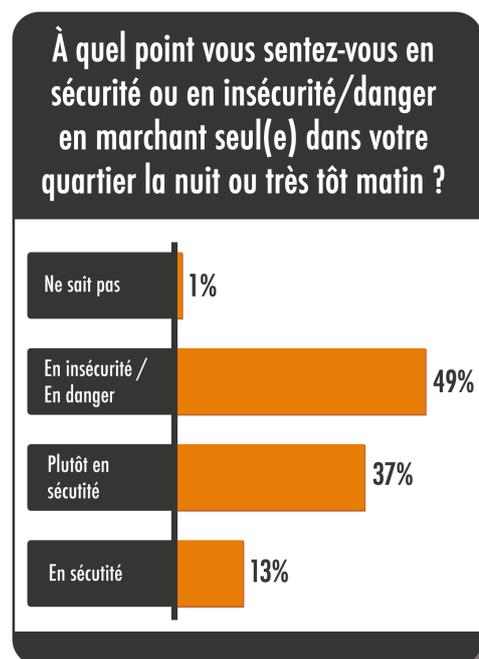
Évaluation du gouvernement

La perception sur l'action du gouvernement change également. Au mois de février 2020, la majorité des répondants considérait le bilan des 100 premiers jours et de la première année de Tshisekedi au pouvoir comme très bon ou plutôt bon¹⁴.

Une année plus tard, les Congolais interrogés ne sont plus de cet avis et estiment, a posteriori, que le bilan de ces deux périodes est très ou plutôt mauvais. Il en est de même pour celui de la deuxième année du quinquennat du chef de l'État.

Situation sécuritaire

Malgré l'engagement du président Tshisekedi à rétablir la paix dans l'est du pays, la situation sécuritaire n'a cessé de se dégrader, surtout dans le Nord-Kivu, le Sud-Kivu et





l'Ituri. En octobre 2020, le Baromètre sécuritaire du Kivu (KST) relevait par exemple que la violence dans cette partie orientale de la RDC s'était sensiblement accrue pendant les vingt premiers mois de Tshisekedi (2 127 civils tués) que lors des vingt premiers mois de son prédécesseur (1 553 civils tués)¹⁵.

Au niveau national, seulement 13 % des personnes interrogées se sentent en sécurité, 37 % plutôt en sécurité et 49 % pas du tout en sécurité. La majorité des répondants (58 %) estime, en mars 2021, que le président Tshisekedi n'a pas tenu sa promesse de campagne de pacifier l'est du pays. Et la grande majorité d'entre eux (69 %) craignent toujours la balkanisation du pays¹⁶.

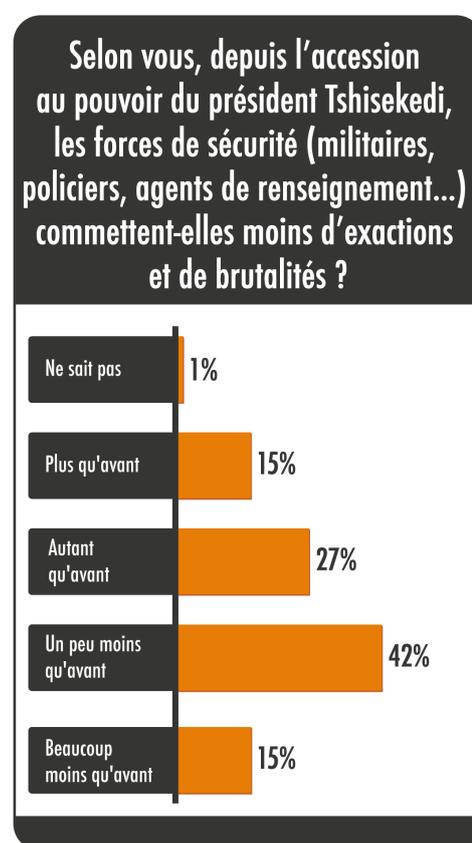
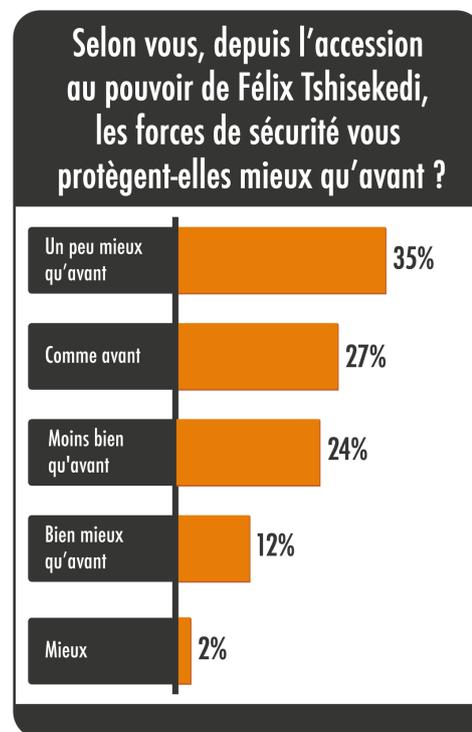
Toutefois, les résultats du sondage font ressortir une amélioration dans le ressenti des Congolais en ce qui concerne leur sécurité. La majorité des répondants (57 %) pense que les forces de sécurité commettent moins d'exactions et de brutalité depuis l'accession de Tshisekedi au pouvoir ; 47 % des répondants estiment que les forces de sécurité les protègent bien mieux qu'avant ou un peu mieux qu'avant. Cela dépend des régions. Dans les provinces les plus touchées par le conflit, le sentiment est beaucoup moins enthousiaste. Par exemple, en Ituri, 70 % des personnes interrogées pensent que les forces de sécurité sont aussi ou plus abusives qu'auparavant, tandis qu'au Sud-Kivu, ce chiffre est de 57 %.

Diplomatie et relations internationales

Président en exercice de l'Union africaine (UA), Tshisekedi estime que le pays est en train de reprendre petit à petit sa place dans le concert des nations. Le chef de l'État considère que ce mandat offre au Congo « l'opportunité de faire progresser plusieurs réformes et projets au niveau continental, mais aussi d'améliorer son image et d'accroître son influence dans le concert des nations »¹⁷.

Cette présidence tournante a une incidence sur les résultats du sondage. L'UA engrange 68 % d'opinions favorables et arrive en tête de la liste des pays et/ou institutions considérés comme les partenaires principaux de la RDC, suivie des États-Unis (67 %) et de la Grande Bretagne (65 %). Comparé à l'année dernière, il apparaît que les opinions favorables à l'UA se stabilisent (69 % de bonnes opinions en février 2020) alors que celles qui concernent les États-Unis regressent de 13 points¹⁸ et ce, malgré la proximité entre les deux pays et la reprise de la coopération militaire.

En ce qui concerne les pays de la sous-région des Grands Lacs, les opinions défavorables envers le Rwanda atteignent 86 %, le Burundi et l'Ouganda 80 %. Pour rappel,





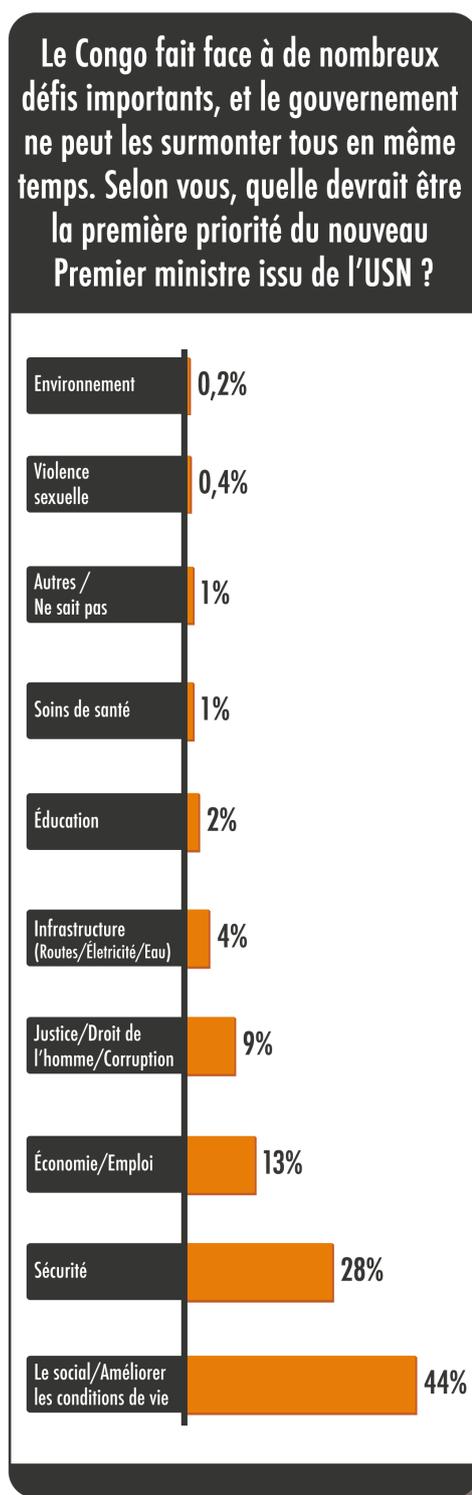
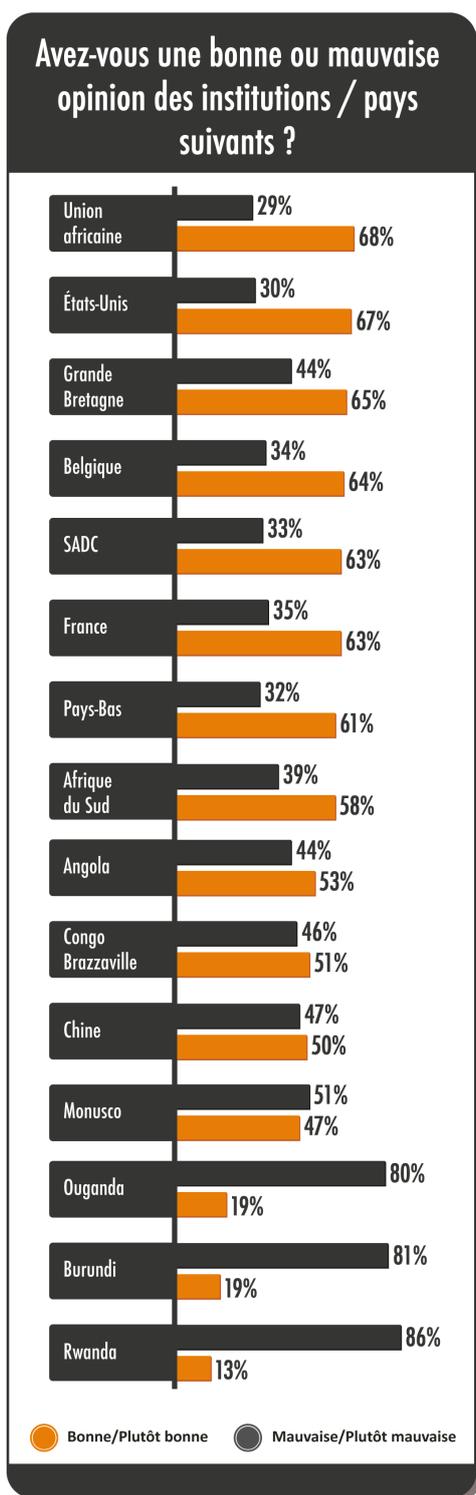
lors du sondage de février 2020, le premier enregistrait un score de 85 %, le deuxième de 75 % et le troisième de 73 %¹⁹. En mai 2021, l'Ouganda a annoncé un renforcement de collaboration militaire entre les deux pays. Reste à voir si cela aura une incidence sur la cote de popularité de ce pays en RDC.

Les résultats du sondage montrent par ailleurs que les opinions sont également mitigées sur la Monusco : 51 % des personnes interrogées manifestent une opinion défavorable sur la mission onusienne, contre 47 % d'opinions favorables. En matière de bonnes opinions, cela

représente une régression de sept points en une année²⁰. En avril 2021, des manifestations contre la Monusco²¹ ont été violemment réprimées à Beni et Butembo.

Réforme de la justice

Tshisekedi dit vouloir faire de la promotion d'un système judiciaire efficace et responsable l'une de ses priorités. Mais deux ans après son arrivée au pouvoir, beaucoup





reste encore à faire : 39 % des personnes interrogées estiment que les droits de l'homme sont respectés en RDC, tandis que 19 % se sentent totalement libres d'exprimer leur opinion, 55 % un peu libres, 26 % pas du tout libres et 10 % ne se prononcent pas.

Les répondants pointent surtout les difficultés d'accès à la justice. Dans un contexte national de grande pauvreté, il n'est guère surprenant de noter que la mise en place effective d'un fonds d'aide juridique pour les plus démunis arrive en tête des propositions citées pour améliorer cette situation, selon 22 % des personnes interrogées. Suivent le renforcement de la justice de proximité (19 %), l'identification et l'institutionnalisation des mécanismes alternatifs de résolution des conflits (18 %) et la mise en place des équipes spécialisées de protection de l'enfant (14 %).

Par ailleurs, 67 % des répondants n'ont jamais porté plainte auprès des instances judiciaires parce que qu'ils estiment que :

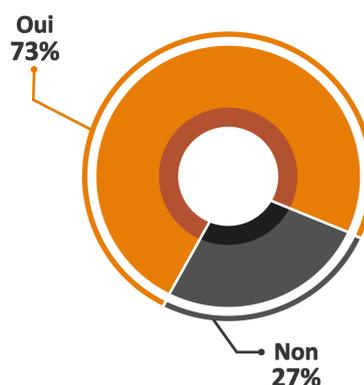
- c'est le plus offrant qui l'emporterait (34 %) ;
- ils ne bénéficieront pas d'un traitement équitable devant les cours et tribunaux (11 %) ;
- ils ne savent pas comment s'y prendre pour porter plainte (7 %) ;
- la justice coûte cher (5 %) ;
- privilégient les mécanismes alternatifs de règlement des conflits (4 %) ;
- ils ont peur de s'attaquer aux plus puissants qu'eux (4 %) ;
- les cours et tribunaux sont éloignés de leur lieu de résidence (2 %).

Une large majorité de répondants est cependant tout à fait favorable (62 %) et favorable (28 %) à la demande du Dr Denis Mukwege de la création d'un tribunal pénal international pour les crimes commis en RDC. Pour eux, cette éventuelle instance judiciaire devrait être établie dans un pays tiers (52 %), composé des juges nationaux et internationaux (65 %) et aurait un effet dissuasif sur les seigneurs de guerre (64 %).

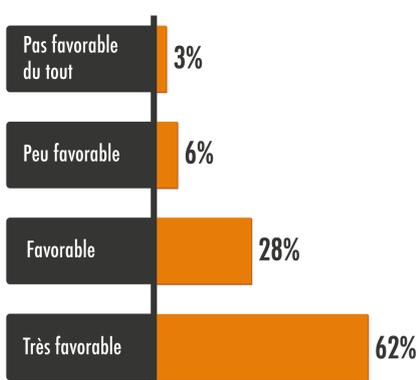
Relevons que ce sondage a été mené bien avant la controverse autour des propos du président rwandais, Paul Kagame, remettant en cause le rapport Mapping de l'ONU, document répertoriant des violences des droits de l'homme et des crimes graves commis en RDC entre mars

1993 et juin 2003. Septante-trois pour cent des répondants disent avoir déjà entendu parler de ce rapport, contre 27 % qui affirment le contraire.

Avez-vous entendu parler du Rapport Mapping de l'ONU sur la RDC ?



Êtes-vous tout à fait favorable, favorable, pas favorable ou pas du tout favorable à la demande de Denis Mukwege de créer un tribunal pénal international pour les crimes contre l'humanité commis en RDC ?





Conclusion

Ce rapport laisse entrevoir une certaine contradiction de l'opinion publique congolaise. Des personnes interrogées dans le cadre de ce sondage se disent largement non satisfaites du niveau de la sécurité dans le pays, mais également des mesures prises par le gouvernement pour faire face à la pandémie de Covid-19. Plus de la moitié d'entre elles sont mécontentes du bilan des deux premières années du quinquennat du président Tshisekedi. Mais, en même temps, le chef de l'État demeure relativement populaire et une grande majorité de répondants affirme désormais qu'il dispose de tous les atouts nécessaires pour mener le pays dans la bonne direction.

Ce sentiment ambivalent peut s'expliquer par le fait que la perception des Congolais sur le président de la République prenait beaucoup en compte la coalition FCC-Cach mise en place entre Félix Tshisekedi et Joseph Kabila. Ce qui ne laissait que peu de marge de manœuvre au chef de l'État. La fin de cette alliance et la reprise apparente du contrôle de principaux leviers du pouvoir par Tshisekedi devrait avoir une incidence sur les résultats de prochains sondages.

Des changements dans la vie quotidienne des Congolais ont également façonné l'opinion de ces derniers sur le chef de l'État. Beaucoup ont plébiscité par exemple la décision de Félix Tshisekedi de rendre gratuit l'enseignement de base, malgré une mise en œuvre hésitante et désorganisée de la mesure. La violence armée persiste certes dans l'est du pays, mais beaucoup de personnes interrogées estiment que les forces de sécurité sont devenues un peu plus professionnelles et moins abusives.

L'opinion publique sur l'état de siège dans les provinces du Nord-Kivu et de l'Ituri sera reprise dans le prochain sondage GEC-Berci.



Note méthodologique

Le sondage Berci-GEC de l'an 2 de Félix Tshisekedi au pouvoir a été réalisé du 14 au 19 mars 2021, auprès d'un échantillon de 1 724 personnes sur les 2 000 qui composent notre répertoire national, réparties dans 25 provinces de la République démocratique du Congo (RDC), à l'exception de la province du Sud Ubangi. Les données ainsi obtenues ont été pondérées en fonction du sexe, de l'âge et de la localisation géographique des répondants afin que la distribution de ces variables corresponde aux données démographiques de l'Institut national de la statistique (INS). Il n'y a pas de différence significative entre les données pondérées et les données brutes, exceptées pour les questions liées aux préférences et opinions sur les leaders et partis politiques, ainsi que les opinions sur les pays et/ou institutions opérant en RDC.

Le sondage Berci de l'an 1 de Félix Tshisekedi au pouvoir a été réalisé du 3 au 8 février 2020, auprès d'un échantillon de 1 100 personnes réparties dans les 26 provinces du pays, sur une liste téléphonique obtenue lors de notre enquête à domicile dans plus de 400 sites répartis dans tout le territoire national.

*Soixante enquêteurs et six contrôleurs formés en interne sur les techniques d'enquête dite- **Computer Assisted Telephone Interview (CATI)**, ont effectué les interviews téléphoniques et la supervision des deux enquêtes. La base de données originale contient des renseignements sur la répartition géographique et les caractéristiques socio-économiques des répondants : leur classe sociale, leur niveau d'instruction, leur lieu de résidence et leur âge, ainsi que leurs coordonnées GPS.*

Le questionnaire a été conçu par Berci et le GEC en reprenant, dans la mesure du possible, les questions posées lors l'an 1 de Laurent Désiré Kabila et de l'an 1 de Joseph Kabila au pouvoir afin de pouvoir faire une analyse comparative et en insérant les thématiques liées à la redevabilité des autorités politiques. Toutefois, le rapport d'analyse ne présente succinctement que les événements socio-politiques survenus depuis la prestation de serment de Félix Tshisekedi le 24 janvier 2019. Ce bref résumé n'a pas la prétention de relever tous les faits ou encore moins d'en donner une interprétation. Il se borne à présenter le contexte général du pays lors de la conduite des interviews, afin de le confronter aux opinions de la population congolaise. Le rapport présente les pourcentages arrondis au chiffre près, ce qui pourrait, une fois additionnés, totaliser parfois plus ou moins 100 %, la marge d'erreur étant de +/- 3 %.



Références

1. Groupe d'étude sur le Congo (GEC) et Bureau d'études, de recherches et de consulting international (Berci), *Berci/GEC Sondage : une élection ambiguë. Les 100 premiers jours de Tshisekedi au pouvoir*, New-York, Centre de coopération internationale, juin 2019, disponible sur <http://congoresearchgroup.org/wp-content/uploads/2019/06/Version-Française-100-jours-Tshisekedi-OK-1.pdf>, consulté le 13 mai 2021.
2. Le 4 avril 2019, lors d'une conférence au Council on Foreign Relations, à Washington, le président Félix Tshisekedi exprime pour la première fois sa volonté de « déboulonner le système dictatorial mis en place » en RDC et dit compter sur l'appui des États-Unis pour y parvenir. Voir aussi Eddy Isango, « Tshisekedi promet de "déboulonner le système dictatorial de Kabila" », Voaafrique.com, 5 avril 2019, disponible sur <https://www.voaafrique.com/a/tshisekedi-promet-de-d%C3%A9boulonner-le-syst%C3%A8me-dictatorial-de-kabila-avec-l-aide-am%C3%A9ricaine/4863034.html>, consulté le 13 mai 2021.
3. GEC et Berci, *Berci/GEC Sondage : une élection ambiguë. Les 100 premiers jours de Tshisekedi au pouvoir*, *op.cit.*
4. Berci, *L'an 1 de Félix Tshisekedi au pouvoir. Avons-nous réellement tourné le dos au passé ?*, Kinshasa, février 2020.
5. Berci, *L'an 1 de Félix Tshisekedi au pouvoir. Avons-nous réellement tourné le dos au passé ?*, *op.cit.*
6. « RDC : Discours de Félix Tshisekedi sur l'état de la nation 2020 (Intégralité) », *Actualite.cd*, 15 décembre 2020, disponible sur <https://actualite.cd/2020/12/15/rdc-discours-de-felix-tshisekedi-sur-letat-de-la-nation-2020-integralite>, consulté le 14 mai 2021.
7. Plusieurs leaders politiques ont adhéré à l'Union sacrée de la nation. Il s'agit entre autres de Moïse Katumbi, Jean-Pierre Bemba et Modeste Bahati, actuel président du Sénat. Mais cette nouvelle coalition au pouvoir ne dispose pas encore d'une quelconque charte de fonctionnement ou d'organisation interne.
8. GEC et Berci, *Berci/GEC Sondage : une élection ambiguë. Les 100 premiers jours de Tshisekedi au pouvoir*, *op.cit.*
9. « Pétition de révision de certaines dispositions de la Constitution », *Talatala.cd*, 10 mai 2021, disponible sur <https://talatala.cd/panorama-des-lois/54/>, consultée le 15 mai 2021.
10. Il s'agit de Delly Sesanga, Christophe Lutundula (aujourd'hui ministre), Jacques Djoli, André Claudel Lubaya, Henri Thomas Lokondo (aujourd'hui décédé), Jean-Jacques Mamba, Charles Makengo Ngombe, Patrick Muyaya (aujourd'hui ministre), Juvénal Munubo et Jean-Marc Mambindi.
11. Voir le discours d'ouverture de la session ordinaire de mars 2021 par Christophe Mboso N'Kodia, président de l'Assemblée nationale.
12. « RDC : Discours de Félix Tshisekedi sur l'état de la nation 2020 (Intégralité) », *op.cit.*
13. Thérèse Ntumba, Covid-19 : 1,3 million de doses du vaccin AstraZeneca « excédentaires » en RDC transférées dans cinq pays africains, *Actualite.cd*, 30 avril 2021, disponible sur <https://actualite.cd/2021/04/30/covid-19-13-millions-de-doses-du-vaccin-astrazeneca-excedentaires-en-rdc-transferes-dans>, consulté le 13 mai 2021.
14. GEC et Berci, *Berci/GEC Sondage : une élection ambiguë. Les 100 premiers jours de Tshisekedi au pouvoir*, *op.cit.*
15. Pierre Boisselet, « Les divisions entre Tshisekedistes et Kabilistes paralysent l'État dans l'est de la RDC », 26 octobre 2020, *Kivusecurity.org*, disponible sur <https://blog.kivusecurity.org/fr/les-divisions-entre-tshisekedistes-et-kabilistes-paralysent-letat-dans-lest-de-la-rdc/>, consulté le 17 mai 2021.
16. Ici, le terme "balkanisation" se réfère à l'idée selon laquelle une ou des puissances étrangères seraient en train de tenter de diviser ou faire éclater la RDC dans de plus petits États pour, entre autres, tirer profit des ressources naturelles du pays.
17. « RDC : Discours de Félix Tshisekedi sur l'état de la nation 2020 (Intégralité) », *op.cit.*
18. Berci, *L'an 1 de Félix Tshisekedi au pouvoir. Avons-nous réellement tourné le dos au passé ?*, *op.cit.*
19. Berci, *L'an 1 de Félix Tshisekedi au pouvoir. Avons-nous réellement tourné le dos au passé ?*, *op.cit.*
20. *Ibidem.*
21. Patient Ligodi, « Les manifestations anti-Monusco se poursuivent dans les villes de l'est de la RDC », 22 avril 2021, RFI, disponible sur <https://www.rfi.fr/afrique/20210421-les-manifestations-anti-monusco-se-poursuivent-dans-les-villes-de-l-est-de-la-rdc>, consulté le 17 mai 2021.




CONGO RESEARCH GROUP
GROUPE D'ÉTUDE SUR LE CONGO

Fondation Berci : créé en 1990, le Bureau d'études, de recherche, et de consulting international (Berci) est une société à responsabilité limitée dédiée à la mise en œuvre des projets de recherche et d'évaluation pour améliorer la prise des décisions fondées sur des données factuelles en RDC. Premier Institut de sondage congolais, les activités de recherche de Berci sont centrées sur des thématiques liées au développement, à la bonne gouvernance, au renforcement de l'État et à la consolidation de la paix.

Le Groupe d'étude sur le Congo (GEC) est un projet de recherche indépendant à but non lucratif qui s'efforce de comprendre et d'expliquer la violence qui affecte des millions de Congolais. Nous menons des recherches rigoureuses sur différents aspects du conflit qui sévit en République démocratique du Congo. Toutes nos recherches s'appuient sur une profonde connaissance historique et sociale du problème en question. Nos bureaux se trouvent au Centre de coopération internationale de l'Université de New York.

L'ensemble de nos publications, blogs et podcasts sont disponibles sur les sites suivants : www.congoresearchgroup.org.

Fondation Berci, asbl

c/o 480, avenue Kasai
Kinshasa, Commune de la Gombe
République Démocratique du Congo

🐦 @bercisondage
Berci65@yahoo.fr

Center on International Cooperation

726 Broadway, Suite 543
NY 10003, New York

🐦 @GEC_CRG
www.congoresearchgroup.org
www.cic.nyu.edu